

LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE ET SON IMPACT SUR L'ECONOMIE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Florent Mulaba-Tushiye¹
Badibanga Kayembe²

RÉSUMÉ:

La crise financière qui a débitée en 2007 aux Etats-Unis, s'est d'abord propagée dans les pays industrialisés, avant d'atteindre les pays émergents. Partie de la baisse des prix dans le secteur de l'immobilier américain baptisé « crise des subprimes », cette crise s'est transformée à la fin de 2008 en une crise économique affectant pratiquement tous les pays. Son ampleur dévastatrice, surpassant celle de la Grande Dépression de 1929, a révélé des aspects de l'intermédiation bancaire dont les contours et les impacts ont été jusqu'à lors largement sous-estimés. Il s'agit de l'état très avancé de la libéralisation financière, le développement des mécanismes complexes d'endettement des intermédiaires financiers et l'importance de la mondialisation des activités financières. En ce qui concerne le premier aspect, l'évolution de la libéralisation financière a permis aux banques d'aligner leurs conditions de financement sur celles des marchés boursiers. Cependant, elle a aussi fragilisé les intermédiaires bancaires en les rendant plus vulnérables aux chocs des marchés financiers, notamment aux variations des taux d'intérêt. S'agissant du second aspect, le développement de l'ingénierie financière, de plus en plus élaborée, a rendu possible une offre accrue de financement à une clientèle à haut risque ou ne présentant pas les garanties nécessaires. Toutefois, avec l'engouement généralisé pour la titrisation, ces financements étendus à des secteurs et des débiteurs ayant des fortes probabilités de défaut de paiement se sont avérés très risqués. Pour ce qui est de la mondialisation, la crise de 2007 a révélé l'importance des effets de contagion pouvant affecter les systèmes financiers à l'échelle mondiale. En effet, avec le développement des actifs dits toxiques et la crainte des institutions bancaires de s'en retrouver détentrices, il s'en est suivi une paralysie du marché interbancaire. L'ampleur et la contagion de la crise financière ont été proportionnelles d'une part, à l'exposition des ménages et des entreprises et d'autre part, au degré d'imbrication des systèmes financiers à l'échelle mondiale. Les places financières des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) ont été les premières à être affectées par cette situation. Puis, ce sont les pays émergents qui ont été atteints par les contrecoups de la crise initiale des subprimes. La course vers les "subprimes" dans laquelle se sont emballés les banquiers des Etats-Unis d'Amérique, a débouché sur une crise financière nationale qui frisait une récession internationale. Malheureusement, ce coup dur viendra se rajouter aux multiples difficultés dues aux conflits armés qui depuis 1996, rongent l'économie, déjà extravertie, de la R.D. Congo, un pays où le dollar US est l'étalon principal dans le commerce extérieur et dont le budget, essentiellement basé sur l'exportation des minerais, est à moitié financé par les partenaires internationaux.

Mot clé: Intégration économie et financière; Institutions de Bretton-Woods.

THE INTERNATIONAL FINANCIAL CRISIS AND ITS IMPACT ON THE ECONOMY OF THE DEMOCRAT REPUBLIC OF CONGO

ABSTRACT:

The financial crisis that debited in 2007 in the United States first spread to industrialized countries, before reaching emerging countries. Part of the fall in prices in the American real estate sector, dubbed the "subprime crisis", this crisis turned at the end of 2008 into an economic crisis affecting practically all countries. It's devastating magnitude, surpassing that of the Great Depression of 1929, revealed aspects of banking intermediation whose contours and impacts had until then been largely underestimated. These are

¹ Licencié en Sciences Economiques et de Gestion, Université Ouverte/CIDEP/RDC. Assistant François BADIBANGA KAYEMBE. ISDR/TSHIBAJI/RDC. Licencié en Philosophie. E-mail: verlusterflorent.v12@gmail.com.

² Licencié en Philosophie du Développement, Université De Lubumbashi, RDC. Assistant Deuxieme Mandat. E-mail: badiaugusta@gmail.com .

the very advanced state of financial liberalization, the development of complex mechanisms of indebtedness of financial intermediaries and the importance of the globalization of financial activities. Regarding the first aspect, the evolution of financial liberalization has allowed banks to align their financing conditions with those of the stock markets. However, it has also weakened banking intermediaries by making them more vulnerable to shocks in the financial markets, in particular to changes in interest rates. With regard to the second aspect, the development of increasingly sophisticated financial engineering has made possible an increased supply of financing to high-risk customers or customers who do not have the necessary guarantees. However, with the widespread enthusiasm for securitization, this financing extended to sectors and debtors with high probabilities of default has proven to be very risky. With regard to globalization, the 2007 crisis revealed the importance of the contagion effects that can affect financial systems on a global scale. Indeed, with the development of so-called toxic assets and the fear of banking institutions to find themselves holding them, there followed a paralysis of the interbank market. The magnitude and contagion of the financial crisis were proportional, on the one hand, to the exposure of households and companies and, on the other hand, to the degree of intertwining of financial systems on a global scale. The financial centers of the countries of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) were the first to be affected by this situation. Then it was the emerging countries that were hit by the repercussions of the initial subprime crisis. The race towards the "subprime" in which the bankers of the United States of America got carried away, resulted in a national financial crisis which bordered on an international recession. Unfortunately, this hard blow will be added to the many difficulties due to the armed conflicts which since 1996 have been eating away at the already extroverted economy of the D.R. Congo, a country where the US dollar is the main standard in foreign trade and whose budget, essentially based on the export of minerals, is half financed by international partners.

Keywords: Economic and financial integration; Bretton Woods institutions.

INTRODUCTION

Le présent travail poursuit comme objectif de justifier de manière bien plus détaillée les causes de la crise financière internationale ainsi que leurs répercussions directes sur l'économie de la RDC, tout en proposant des solutions de redressement. Cette analyse présente un intérêt double, à la fois pratique et scientifique. Sur le plan pratique, les résultats de ce travail dégagent les effets directs de la crise économique mondiale sur la population congolaise permettant aux décideurs et aux citoyens de s'organiser autrement et de s'adapter pour continuer à vivre. Sur le plan scientifique, ce travail constitue une modeste contribution à la littérature scientifique en ce sens qu'il examine les effets pervers de la crise financière internationale.

D'une part, les crises financières sont plus fréquentes depuis l'effondrement de Bretton Woods... Il importe de se poser une première question : les crises financières sont-elles devenues plus fréquentes dans la période récente ? Des évolutions qui tendent a priori à l'intensification des crises – financiarisation croissante et libéralisation – et de celles qui peuvent réduire leur nombre – l'apprentissage par les agents des nouvelles règles et la conception de nouveaux produits financiers susceptibles de limiter les crises. (BOYER, DEHOVE et PLIHON, 2004, p.14-15); et d'autre part, elles se multiplient et souvent prennent la forme de crises « jumelles » (conjugaison de crises bancaires et de crises de change). Elles ont aussi changé de nature, les crises dites de première génération (avec un régime de change non soutenable parce qu'incompatible avec les déséquilibres extérieurs et budgétaires), relayées par des crises financières de deuxième ou troisième génération mettant en œuvre d'autres mécanismes et appelant d'autres réponses. Mais, quelle que soit leur nature, la plupart de ces crises restent difficiles à prévoir, et même leur interprétation après coup est sujette à débats.

Loin de dissocier la crise financière de ses implications, John ABEDI NYEMBO, s'est intéressée à l'impact de l'évolution de la crise financière internationale sur l'économie (marché de change) de la RDC. Il a conclu que l'évolution de cette crise est à la base de la hausse généralisée des prix des biens et services, bref l'inflation. (ABEDI NYEMBO, UNIKIS, 2010-2011). Mohammed BENHAMMOU, de sa part s'était rendu compte que les pays en développement les plus touchés par la crise financière internationale sont ceux de l'Asie du Sud, de l'Amérique Centrale et de l'Afrique sub-saharienne, particulièrement la RDC (BENHAMMOU, 2009). Depuis son accession à l'indépendance, en l'an 1960, l'observation de l'évolution de la situation économique de la RDC dénote que, le pays est ébranlé par une crise économique chronique très grave (AMESILA LIKE, 2005-2006, p.62). La mauvaise gestion des finances publiques et d'une diversité des conflits armés en RDC l'ont sévèrement placé sur une pente vers une série des crises à une allure de crise humanitaire. Jusqu'à ce jour la RDC a maintenu une structure économique héritée de la colonisation, caractérisée essentiellement par une forte extraversion de son économie et une désarticulation prononcée de son tissu industriel. Cette façon d'orienter les choses n'a pas été bénéfique pour le développement socio- économique du pays.

La crise financière internationale qui a atteint son pic à la fin de la décennie de 2000-2010, nous a, autant que plusieurs autres observateurs intrigué, tant qu'il est vrai qu'elle n'a pas manqué des répercussions sur l'économie de la R.D. Congo. Il nous a ainsi paru judicieux de comprendre en quoi l'économie RD. Congolaise serait-elle concernée par cette crise financière internationale ? Mieux de savoir quelle implication a-t-elle eu sur l'économie de la R.D. Congo. En effet, le Congo autant que bien d'autres pays du tiers-monde, est toujours presque en programme avec les Institutions dites de Bretton-Woods, à savoir la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Par ailleurs, non seulement le dollar américain a cours légal en RD Congo concurremment avec le Franc congolais, la monnaie nationale, mais il reste la principale devise et l'étalon de la plupart des transactions dans le commerce international. Face à cette donnée et par hypothèse, il y a lieu de craindre que cette récession internationale ne ralentisse ou ne paralyse tous les efforts que déploie ce pays pour la relance de la démocratie et la reconstruction de son économie longtemps meurtrie par des conflits armés. A travers une approche essentiellement systémique, nous essayons de comprendre comment d'une crise immobilière nationale aux Etats-Unis, l'on en est arrivé à une quasi récession internationale qui a abouti à une aggravation de la situation financière en RD Congo.

La problématique se réfère généralement à un ensemble d'éléments ou d'informations formant problème, à la structure d'informations dont la mise en relation engendre chez un chercheur un écart qui se traduit par effet de surprise ou de questionnement assez stimulant pour le motiver à faire une recherche. (OTEMIKONGO MANDEFU, 2006, p.26)

Par problématique, Marie-Anne COHENDET entend tout simplement le fait de se demander « quel est le problème ? » et d'y apporter une réponse. La crise actuelle « présente pour le développement de l'Afrique le plus grand danger jamais encouru », a déclaré le président de la Tanzanie JAKAYA KIKWETE. (LAISHLEY ROY, disponible sur: www.un-org/Africarenewal)

Vu cette perte vertigineuse de revenus et tant d'autres raisons susmentionnées, certaines questions fondamentales nous sont apparues importantes et suscitent notre curiosité, à savoir:

- Quelles peuvent être les manifestations directes de la crise économique mondiale en RDC ?
- Quels sont les différents moyens mis en place par le gouvernement congolais pour lutter contre cette crise économique mondiale ?

On entend par hypothèse « une proposition ou une explication que l'on se contente d'énoncer sans prendre position sur sa véracité, c'est-à-dire sans l'affirmer ou la nier. Une fois énoncée, une hypothèse peut être étudiée, confrontée, utilisée, discutée ou traitée de toute autre façon jugée nécessaire, par exemple dans le cadre d'une démarche expérimentale (www.wac-cretil.fr/lycee/tpe/sousmenus/7/problematique.html). Consulté le 21 mars 2012) Face aux questions susmentionnées, les hypothèses de cette étude se présentent comme suit :

- La crise économique mondiale actuelle aurait, certes, entraîné la chute des recettes d'exportation, la baisse de recettes budgétaires et l'augmentation du taux de chômage. Plusieurs entreprises œuvrant en RDC ont arrêté ou soit suspendu leurs activités.

- Pour lutter contre la crise économique mondiale, le pouvoir public aurait pris un train de mesures notamment l'adoption d'un programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière internationale (PUAICF), pris au mois de Mars 2009 qui a pour objectif de contribuer au maintien de la stabilité économique et de l'ordre social.

La méthode se définit comme un ensemble des démarches raisonnées, ordonnées et bien suivies pour parvenir à un résultat . (MIDAGU BAHATI, 2001-2002)

Par méthode, ESISO ASIA AMANI sous-entend toute démarche intellectuelle exigée par le schéma théorique approprié à elle en vue d'expliquer une série de phénomènes observés. (ESISO ASIA AMANI, 2006-2007, p17). Pour BOULAGER, le choix d'un sujet impose déjà en partie le choix de la méthode bien que celle-ci demande aussi des préférences de chercheur sociale. (BOULAGER, 1975, p.62) en vue de mettre en évidence des dynamismes résultant nécessairement des relations entre niveaux sans lesquelles aucune formation sociale ne pourrait exister. A la méthode dynamique, nous avons joint l'approche sociologique. Par celle-ci, « le chercheur doit savoir lire la société à chaud, au ras de sa signification apparente, et saisir les rapports sociaux de production et le rôle des acteurs sociaux dans une dynamique rendant compte des contradictions inhérentes à tout système social ».

La pertinence de ce sujet a nécessité le recours à la méthode dynamique, à laquelle la démarche consiste à « poser le problème de niveau de la réalité sociétariaire face à la dynamique. En plus, nous nous sommes appuyés sur l'observation documentaire afin de confectionner cette modeste dissertation qui s'articule autour de quatre points ci-après : les causes de la crise financière internationale, les implications de celle-ci sur l'économie congolaise, les considérations et les recommandations.

Les crises financières secouent depuis dix ans, sans interruption, l'économie mondiale. Elles ont été spécialement fréquentes et profondes pour les économies les plus récemment intégrées aux mouvements financiers internationaux, alors que les économies qui s'inscrivent dans une longue tradition d'intermédiation financière ont été

moins sévèrement touchées. En effet, la crise mexicaine, à la fin de 1994 et au début de 1995, ouvre le nouveau cycle. Elle est suivie deux ans plus tard, en juillet 1997, par la crise thaïlandaise, qui, se propageant à une large partie de l'Asie en 1997 et 1998, frappe la Corée, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines. En août 1998, c'est au tour de la Russie, et la crise russe déstabilise le Brésil à la fin de 1998 et au début de 1999. La Turquie entre en crise à la fin 2000, l'Argentine en 2001 puis le Brésil à nouveau en 2002. Dans ce sombre, et pourtant partiel, tableau des crises des économies émergentes la Chine et l'Inde font figures de rares exceptions, jusqu'à maintenant. Pour autant, les grands pays industriels ne sont pas épargnés. Aux Etats-Unis, en 1998, la faillite d'un grand fonds d'investissement LTCM met en péril les équilibres financiers des marchés américains. Et à partir de 2000, tous les grands pays industriels affrontent une des plus grandes crises boursières de leur histoire, qui met un terme à l'euphorie de la « nouvelle économie » et porte au jour les fraudes qui l'ont accompagnée et nourrie. (BOYER, DEHOVE et PLIHON, 2004, p.9) .

La crise dans ses voies propagatrices, ne s'est pas manifestée également et en même temps sur tous les continents et dans toutes les catégories de populations: il y a eu un processus propre à chaque pays. On est par contre au clair sur les modes de propagation ; C'est essentiellement par les flux financiers et commerciaux que la crise économique-financière des nations industrialisées a atteint les pays en développement. Ceux-ci ont été d'autant plus vite et plus durement touchés qu'ils dépendent plus étroitement de l'économie mondiale. (GURTNER).

La dernière crise financière, responsable de la Grande Récession, n'a pas échappé à cette règle. En effet, la théorie macroéconomique dominante a longtemps crié victoire au regard de la stabilité que les économies des pays développés avaient connue depuis le milieu des années 1980. Beaucoup d'économistes, à instar de Bernanke avaient alors expliqué cette Grande Modération de la volatilité de l'inflation et de la croissance par l'amélioration de l'efficacité de la politique monétaire. (BERNANKE, 2004)

1. LES CAUSES DE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE

L'explication la plus souvent avancée pour interpréter la crise financière actuelle est l'endettement des ménages américains par le biais des prêts hypothécaires immobiliers auprès des Institutions financières des Etats-Unis d'Amérique. L'actuelle crise remonte pratiquement à l'été 2007. Elle est essentiellement due aux "subprimes", des prêts hypothécaires accordés à la classe moyenne américaine (JORION, 2007, p-p 43-45; JORION, 2008, p-p. 15-15). En effet, en temps normal, un particulier qui souhaitait, à titre illustratif, acquérir un appartement, empruntait en fonction de son salaire et de sa capacité à rembourser. Cet emprunt était proportionnel au salaire. Ainsi, celui qui ne gagnait pas beaucoup, ne pouvait pas emprunter beaucoup et donc avait du mal à acquérir un appartement. Pour essayer de contourner cette difficulté à laquelle l'Américain moyen faisait face, il a été créé, pour ainsi dire, des "subprimes". Tout le monde, quel que soit le niveau du revenu, pouvait emprunter autant qu'il voulait, c'est la banque qui s'en portait garante. En clair, si le bénéficiaire ne pouvait rembourser, la banque récupérait l'appartement, le liquidait et récupérait sa mise.

La crise américaine des crédits s'est transformée en une crise financière internationale (étant donné que les Etats-Unis entretiennent des relations économiques avec plusieurs pays du monde) occasionnant des pertes, parmi les intermédiaires financiers, estimées par le FMI, en janvier 2009, à 2.200 milliards de dollars, entraînant

une chute de la capitalisation boursière de l'ordre de 30.000 milliards de dollars. (CARTANAPIS, 12 février 2009, p.02-03). Il a donc fallu que l'une des premières banques américaines, en l'occurrence Lehman Brother, dépose le bilan pour que l'ensemble du système financier américain tombe en crise. Cet opérateur économique, l'un des plus importants au monde, n'a pas été sauvé par l'Etat américain. Cela s'est réalisé le 15 septembre 2008, c'est le symbole le plus grave de cette crise.

En effet, la faillite de Lehman Brother déstabilise l'assureur American International Group (AIG) qui occupait une place stratégique dans le système financier américain. Et la quasi nationalisation de l'AIG avec l'acquisition par le trésor de près de 80% de ses actions et un prêt-relais de la Fed (Fédéral réserve) de 80 milliards n'a pas rassuré le marché. Et pour la première fois, des doutes se sont fait jour sur la dette souveraine américaine. Les banques se méfiant les unes vis-à-vis des autres, ont arrêté de se prêter de l'argent. C'est pour remédier à cette crise que le secrétaire d'Etat américain au trésor et le gouverneur de la Fed, sur instruction du président BUSH, décident de mettre sur pied un plan de 700 milliards de dollars pour racheter les actifs « pourris » ou « toxiques » détenus dans le système bancaire et chez les assureurs américains. Entre temps la crise s'est propagée des Etats-Unis d'Amérique à l'Europe et aux pays émergents qui décident tous d'imiter la politique interventionniste initiée en Grande-Bretagne par Gordon BROWN, l'objectif étant d'assurer la continuité des prêts interbancaires et l'obtention des crédits par les entreprises. (MAMA, 06-08 April 2009)

La mutation de cette crise financière en une crise économique internationale s'explique par le manque de confiance entre les acteurs du secteur bancaire. Les banquiers ne se font plus confiance au point de cesser de se prêter de l'argent, craignant d'encaisser des produits à grand risque, ou de ne pas être remboursés : le système de compensation s'effondre. Et les banques, devenant plus averses vis-à-vis du risque, augmentent le rationnement du crédit aux entreprises. Ces dites entreprises, n'ayant plus les crédits souhaités pour financer leurs plans de développement, réduisent leurs activités et licencient une partie plus ou moins importante de leur personnel. On assiste dès lors à une récession économique doublée de chômage. Ce mouvement, parti des Etats-Unis, se propage en Europe et dans les pays émergents et n'épargne pas les pays en développement, y compris la République Démocratique du Congo, RDC. Et c'est d'abord le secteur de l'immobilier qui est touché, suivi du secteur automobile dans lesquels les entreprises, les uns après les autres annoncent la baisse de leurs bénéfices voire des pertes au 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 2008. Ces entreprises sont donc amenées à mettre des salariés au chômage technique sinon à les licencier purement et simplement. (MAMA, 2009)

Le système étant attrayant, et par crainte de manquer de la clientèle, plusieurs banques ont eu à octroyer des larges crédits. Malheureusement, la grande partie des bénéficiaires pour avoir consommé au-dessus de leurs revenus, n'ont pu tenir leur engagement de rembourser ces crédits. Comme il fallait logiquement s'y attendre, les banques en sortiront grandement perdantes puisqu'au bout de l'engrenage, elles furent incapables de se trouver des consommateurs disposés à racheter les multiples hypothèques cumulés pendant des années. Certaines d'entre elles en seront obligées de déclarer faillite et de mettre la clé sous paillason. Au même moment, faute de pouvoir rembourser leurs emprunts, des millions des personnes qui ont mordu aux "subprimes", en sont sorties ruinées. Pour les Etats-Unis, pays dont l'économie est assise sur le crédit et l'initiative privée, c'est une crise qui se raffermi. C'est la crise des "subprimes". En effet, on a stimulé la consommation à travers le crédit, faute de pouvoir la stimuler par

l'augmentation du pouvoir d'achat. C'était là le seul moyen, pour les détenteurs de portefeuilles financiers, de trouver de nouveaux gisements de rentabilité, fût-ce au prix de risques inconsidérés. Il se crée ainsi un vaste marché du crédit, qui est aussi un marché du risque. C'est l'effondrement de ce marché qui a provoqué au cours de la décennie sus évoqué, cette grave crise. Mais, celle-ci est aussi une crise de la mondialisation libérale. La transmission brutale de la crise hypothécaire américaine aux marchés européens est le fruit direct d'une mondialisation conçue et réalisée par les apprentis sorciers de la finance. Les banques se méfient les unes des autres et ne veulent plus vouloir se prêter de l'argent entre elles. Cette crise de confiance des marchés interbancaires va entraîner la faillite de certaines banques sur le vieux continent. Une explication sommaire du fonctionnement du système bancaire permet de comprendre ce phénomène. En effet, les banques n'ont pas de liquidités nécessaires pour accorder des crédits. Le flux entre l'argent déposé par les épargnants et l'argent prêté aux autres n'est jamais équilibré à l'instant "T". Donc elles empruntent de l'argent d'autres banques. Mais, quand il s'installe une crise de confiance comme celle qui vient d'être décrite, les flux interbancaires en subissent le contre coup et tout le système tend vers une paralysie.

1.1. Les subprimes américaines

Tout est parti d'une idée moralement soutenable : être en mesure d'accorder un prêt immobilier à des agents non financiers qui ne remplissent pas les conditions standards d'octroi de crédits, c'est-à-dire avoir une bonne évaluation des risques de défaut (appelés aux Etats-Unis des scores de crédit) ou de bonnes garanties par rapport au revenu et au patrimoine. Les titres financiers distribués sous ses conditions sont appelées subprimes. Ainsi, le montage financier des subprimes devait permettre de rendre le marché hypothécaire plus inclusif. Il propose aux exclus du marché hypothécaire standard l'acquisition de propriété foncière à travers un mécanisme spéculatif supposé s'auto-entretenir. De ce fait, les montages de subprimes ont connu un engouement croissant. Dans ces contrats hypothécaires, la rentabilité du prêt immobilier dépend de l'appréciation du prix de l'immobilisation. (EYRAUD et RIVAUD, 2007)

1.2. Recyclage des liquidités des pays développés excédentaires

Depuis le 1er janvier 1948, le GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et sur le commerce) et depuis le 1er janvier 1995, l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce) qui lui a succédé, se sont efforcés, à l'occasion de huit rondes multilatérales de négociations commerciales, d'abaisser et même de faire disparaître les barrières à la mobilité internationale des biens et des services. Le pendant de l'OMC (132 membres) est le FMI (Fonds monétaire international) avec ses 182 membres, initialement conçu à Bretton Woods, en juillet 1944, pour recycler les liquidités des pays développés excédentaires vers les pays développés déficitaires. Depuis 1973-74, cette fonction s'exerce surtout auprès des pays en voie de développement. Contrairement à l'OMC, dans son domaine, les statuts du FMI ne lui enjoignent pas de libéraliser les mouvements internationaux de capitaux (TREMBLAY, 2000, p. 224-230). Compte tenu du grand volume et de la grande vitesse de circulation des capitaux internationaux de portefeuille, un taux de change fixe et ajustable enlève toute possibilité pour un pays de poursuivre une politique indépendante des taux d'intérêt. En théorie, la banque centrale pourrait vouloir stériliser les effets des mouvements de capitaux sur la masse monétaire intérieure. En ce faisant, cependant, elle risque de pousser artificiellement les taux d'intérêt à la hausse et d'accélérer l'entrée de capitaux, ce qui accroît d'autant les risques

d'un exode futur des capitaux et d'une crise du taux de change. En autant que les titres obligataires nationaux et internationaux ne sont pas des substituts parfaits, il peut avoir persistance de taux d'intérêt intérieurs plus élevés qu'à l'extérieur, compensée par l'anticipation d'une dépréciation future de la monnaie. Des taux d'intérêt intérieurs inférieurs à ceux des marchés internationaux exigent une anticipation d'appréciation future de la monnaie. Si les conditions fondamentales en faveur d'une telle appréciation n'existent pas, un exode de capitaux logiquement s'en suit, (lequel n'est stoppé que par une dépréciation ou par une dévaluation). L'exemple du Canada en 1995-97 illustre ce manque structurel d'autonomie monétaire : voulant stimuler la demande intérieure, la Banque du Canada maintint des taux d'intérêt à court terme inférieurs aux taux américains. La détérioration de la balance courante canadienne, suite à la crise asiatique, fit chuter le dollar canadien et les taux d'intérêt canadiens redevinrent à prime par rapport aux taux américains. (CALVO, 1997)

Un système d'institut d'émission ne fournit cependant pas une assurance hermétique contre les crises monétaires. L'exemple de Hong Kong en 1997-98 et celui de l'Argentine après la crise mexicaine de 1994-95, et après la crise brésilienne de 1998-99, en sont la preuve. Le fait de fixer le taux de change d'une monnaie à une monnaie-clé comme le dollar américain et de faire reposer la base monétaire, c'est-à-dire les réserves des banques et le papier-monnaie en circulation, sur des avoirs en monnaie-clé, ne suffisent pas à éviter les crises de confiance et les hausses brusques dans les taux d'intérêt. Aussi longtemps que l'unité monétaire nationale diffère de la monnaie-clé, un risque existe que le pays se retire un jour du système. Avec un système d'institut d'émission, un pays évite les coûts de transaction et les risques de change mais doit supporter à l'occasion une prime de taux d'intérêt. Pour profiter pleinement du système des instituts d'émission avec un taux de change stable et des taux d'intérêt internationaux, le pays doit envisager la pleine « dollarisation » ou la pleine « euronisation » (IZE, et YEYATI, 1998), ce qui signifie en pratique adopter une monnaie-clé en tant que devise intérieure.

Un certain contrôle des capitaux courts volatils, surtout ceux qui transitent par le système bancaire national, s'impose si le pays veut être à l'abri de crises monétaires et financières déstabilisatrices. Les pays qui en sont venus à cette conclusion, tels le Chili et la Colombie, réussissent à éviter d'être entraînés dans des crises incontrôlables. Les autres apprennent de la dure façon. L'expérience de la dernière décennie a montré que ce sont les capitaux à court terme, et surtout les crédits bancaires extérieurs, qui sont les plus déstabilisateurs. (VELASCO et CABREZAS, 1996)

L'entrée de capitaux de long terme peut être un apport important à la croissance économique des pays. Cependant, si ces capitaux sont de courte durée et volatils, l'influence qu'ils exercent sur les taux de change et les taux d'intérêt peut être une source majeure d'instabilité financière et économique. Ainsi, dans le contexte de monnaies nationales indépendantes et de politiques monétaires et fiscales indépendantes, une entrée soutenue de capitaux représente une triple gageure pour un petit pays:

- Danger d'une crise de balance des paiements, lorsque l'endettement extérieur devient trop important par rapport à l'économie nationale. Il s'agit d'une gageure à long terme qui repose sur le postulat que les capitaux extérieurs empruntés seront investis dans des industries de biens échangeables, de sorte que la capacité d'exporter ou de remplacement des importations du pays sera suffisamment accrue pour

compenser à la fois la surévaluation du taux de change et le rapatriement des intérêts et des dividendes.

- Danger d'une crise des liquidités et du taux de change, lorsqu'il y a un excès d'emprunts extérieurs à court terme par rapport aux avoirs extérieurs liquides.
- Danger d'une crise bancaire intérieure, lorsque ce sont les banques nationales qui ont emprunté en monnaies fortes pour prêter en monnaie locale. Tout effondrement du taux de change affecte la solvabilité des banques nationales. (BAGEHOT, 1873)

En effet, à court terme, les rentrées et les sorties de capitaux peuvent dominer le taux de change : si ce dernier est fixe, le pays risque de manquer de réserves internationales pour le défendre, mais, si le taux est flexible, la volatilité des mouvements de capitaux peuvent le soumettre à un effet de yo-yo. L'entrée de capitaux, en créant une demande excédentaire pour la monnaie nationale, conduit presque inévitablement à une appréciation de la monnaie nationale, à moins que la banque centrale n'enregistre dans ses réserves internationales la totalité des entrées. Pendant quelque temps, la surévaluation monétaire permet de garder bas les prix des biens importés, tandis que les prix élevés des biens d'exportation sont compensés par les investissements financés par les emprunts étrangers. (TREMBLAY, 2000, p 4-8)

Jusqu'à un certain point, toute vague d'investissements internationaux vers un pays à monnaie convertible, que son taux de change soit fixe et défendu par des réserves internationales, ou flexible, met en cause une sorte de mécanisme de financement à la Ponzi. (Un système de financement à la Ponzi existe quand les déboursés sont couverts par de nouveaux emprunts. Un agent économique (entreprise, ménage, gouvernement) qui emprunte pour payer les intérêts sur l'encours de la dette recourt à un financement à la Ponzi : sa dette croît sans qu'il n'y ait une augmentation dans les avoirs générateurs de revenus. (BAYOUMI, et MACDONALD, 1998)

La crise monétaire et financière vécue en 1997-98 par plusieurs pays asiatiques, à commencer par la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, la Corée du Sud et les Philippines, par la crise traversée par le Mexique en 1994-95, par la crise russe d'août 1998, de même que la crise brésilienne de janvier 1999, témoigne du danger d'avoir des monnaies indépendantes et de recourir fortement en même temps à des capitaux de portefeuille extérieurs. Ceux-ci conduisent presque inévitablement à des crises monétaires et financières si ce recours est trop important et dure trop longtemps. Il y a même une certaine inévitabilité à ces crises dans le cadre institutionnel international actuel.

En théorie, la banque centrale pourrait vouloir stériliser les effets des mouvements de capitaux sur la masse monétaire intérieure. En ce faisant, cependant, elle risque de pousser artificiellement les taux d'intérêt à la hausse et d'accélérer l'entrée de capitaux, ce qui accroît d'autant les risques d'un exode futur des capitaux et d'une crise du taux de change. Le fait de fixer le taux de change d'une monnaie à une monnaie-clé comme le dollar américain et de faire reposer la base monétaire, c'est-à-dire les réserves des banques et le papier monnaie en circulation, sur des avoirs en monnaie-clé, ne suffisent pas à éviter les crises de confiance et les hausses brusques dans les taux d'intérêt. Aussi longtemps que l'unité monétaire nationale diffère de la monnaie-clé, un risque existe que le pays se retire un jour du système. (COURCHENE, 1998)

1.3. Propagation de la crise au sein des systèmes financiers

L'ampleur et la contagion de la crise financière ont été proportionnelles d'une part, à l'exposition des ménages et des entreprises et d'autre part, au degré d'imbrication des systèmes financiers à l'échelle mondiale. C'est ainsi que les principales places financières des pays développés ont été les premières à plonger. Puis, ce sont les pays émergents qui ont été atteints par les contrecoups de la crise initiale des subprimes.

1.4. Dans les pays développés

Dans les pays de l'OCDE, l'assèchement de la liquidité au niveau des marchés interbancaires les a littéralement rendus inopérants. Aux États-Unis, (BENTOGGIO et GUIDONI, 2009) notaient que le spread des taux d'intérêt, traduisant la prime de risque sur les financements, a presque triplé (34 points de base) au 9 août 2007 et quadruplé le lendemain, soit 48 points de base, pour une tendance historique de 10 à 15 points de base. Face à une prime de risque très élevée, le marché monétaire a vite manqué de liquidité. Or, comme l'indiquent Hørdahl et King (HÖRDAHL et KING, 2008), les banques d'investissement américaines finançaient près de la moitié de leur bilan par le biais du marché monétaire. In fine, quelles que soient leurs activités ou leurs importances, les banques en ont subi les effets pervers. Par exemple, les pertes subies par la Carlyle Capital se sont répercutées sur la Bear Stearns dont l'effondrement en mars 2008 a été in extremis évité par la Réserve Fédérale, avant sa revente à la banque JP Morgan Chase. Le 15 septembre 2008, à défaut d'avoir pu mobiliser suffisamment de fonds à court terme, la Lehman Brothers faisait faillite. La crise financière était alors à son sommet.

À partir de septembre 2008, elle s'est à peu près étendue à tous les secteurs d'activité de l'économie par le biais des pertes enregistrées par presque toutes les institutions financières. La crise de liquidité se transformait alors en crise de solvabilité. Blot et Timbeau (BLOT, CREEL, RIFFLART et SCHWEISGUTH, 2009) notent que « de part et d'autre de l'Atlantique, les indices boursiers du secteur bancaire enregistrent une baisse de près de 25 %. La succession de mauvaises nouvelles continue par la suite d'alimenter la baisse. À la fin du premier trimestre 2009, l'indice sectoriel mondial des banques a perdu plus de 70 % de sa valeur, soit une perte de capitalisation boursière estimée à 4 200 milliards de dollars ». Le principal canal de contagion de la crise financière à l'économie a été l'effet de richesse. Celui-ci stipule l'existence d'une corrélation positive entre la valeur du patrimoine des ménages et les prix de leurs actifs immobiliers et/ou financiers : plus ces derniers sont faibles, plus les ménages s'appauvrissent.

1.5. Dans les pays africains

Dans la séquence de transmission des effets pervers de la crise financière américaine de 2007 au reste du monde, les pays émergents ont été les derniers atteints. Il ne s'agissait pas tant de la faillite de leur système financier que des répercussions sur leurs productions nationales et leurs échanges internationaux. Cette propagation s'est davantage fait ressentir au niveau des économies bien que les systèmes financiers aient été aussi fragilisés. Nous pouvons ajouter aussi la structure des bilans des banques. En effet, le marché monétaire est essentiellement aminé par des banques locales dont la plus grande part des ressources est constituée par les dépôts des agents nationaux et par les fonds propres. La grande majorité des opérations d'emprunts se font à travers les

créances négociables, les financements interbancaires pour l'essentiel en blanc et/ou les refinancements de la Banque centrale en contrepartie des titres publics et privés domestiques. (ARY TANIMOUNE, 2007, p 19-20)

2. LES IMPLICATIONS DE LA CRISE SUR L'ECONOMIE DE LA RD.CONGOLAISE

L'origine de la crise se situe dans les grands centres financiers des pays développés, et il a fallu du temps pour que l'on constate à quel point elle frappait également les pays en développement et en transition. C'est là une situation nouvelle, car les crises précédentes se propageaient à partir de pays en développement. Ceux-ci sont en l'occurrence des victimes qui n'en portent pas la responsabilité. « Les sources de la crise financière mondiale se trouvent dans les politiques financières et autres politiques des pays développés, plus particulièrement des Etats-Unis. Bien que les pays en développement ne soient nullement responsables de la crise, celle-ci ne les épargne pas.

2.1. Impact de la crise des prix des matières premières dans le secteur minier

Plusieurs projets d'investissement dans les industries extractives ont été annulés ou reportés en République Démocratique du Congo (RDC), Zambie, Afrique du Sud, RCA ou au Cameroun. En Zambie, le projet de barrage Kafu Gorge, d'un montant de 1.5 milliard de dollars, est mis en attente car beaucoup d'investisseurs sont réticents à cause de la baisse du prix du cuivre. Des compagnies minières telles que First Quantum Minerals, Albion et Makambo Copper Mine ont toutes annoncé la suspension des nouvelles explorations. En même temps, la plus grande mine de cuivre de Zambie, Konkola Copper Mines, a ordonné une réduction de 40% de tous les contrats destinés aux fournisseurs.

En RDC, les opérations d'extraction de la mine à ciel ouvert de Tilwezembe et le traitement de minerais à Kolwezi ont été suspendues en raison de l'effondrement des cours du cobalt. 70 sociétés minières opérant au Katanga ont fermé. Depuis la fin de 2008, Forrest International a mis ses 650 employés en chômage technique en indiquant que l'exploitation du cobalt n'est pas rentable autour de 9 dollars la livre. Selon le ministère des mines de la RDC, ces fermetures auraient engendré une perte de 200 000 emplois. (Banque Africaine de Développement, 2010)

De prime abord, la crise financière actuelle nous rappelle l'importance de la fonction régulatrice de l'Etat : taxer les marchés, améliorer la législation sur l'attribution des crédits, réglementer les fonds spéculatifs, conforter le contrôle interne des institutions financières, lutter contre l'inflation, limiter la volatilité de la monnaie etc. Par un effet domino, cette crise s'est étendue en entraînant d'une part, la quasi-totalité des agents économiques internationaux, et d'autre part l'effondrement de presque tout le système financier mondial.

En effet, l'on a assisté à un resserrement brutal du crédit bancaire et à une chute de confiance de la part des acteurs économiques. Par ailleurs, les conditions d'octroi de crédit se sont impitoyablement durcies. Cette montée des risques a entraîné une série de dégradations de la vie sociale avec répercussions en RD Congo, pays dont l'économie est traditionnellement extravertie et dont une bonne frange du budget dépend du financement des partenaires publics et surtout, privés extérieurs. Au fait, cette crise a revêtu plusieurs visages en RD Congo marquant ainsi le vécu quotidien des citoyens. Elle s'est manifestée par la crise alimentaire, par la crise financière etc.

La crise énergétique qui en découle, s'explique du fait que les recettes tirées de la production des hydrocarbures occupent première position dans la structure du budget de l'Etat. Le prix du baril de pétrole, toujours libellé en USD, est parti de 95 USD, à fin décembre 2007, à 147 USD en juillet 2008. Et de là, il retombe à 66 USD à fin 2008. Cette fluctuation du prix du baril a un impact certain et direct sur le prix à la pompe et donc sur le transport des biens et des personnes, sur les intrants de l'industrie chimique, sur la production énergétique etc. il y a eu corrélation entre la baisse du dollar et le renchérissement du prix du baril du pétrole. Au plan alimentaire, l'on a noté un renchérissement des prix des céréales importées (riz, blé, maïs, ...). Comme souligné un peu plus haut, en RDC, les importations sont supérieures à la production locale qui est affectée par des difficultés dues à l'évacuation, au transport, à la distribution ou à la conservation. Par exemple, un carton de 20 kilos de poulets et de poissons de mer, coûtait respectivement 30 USD et 24 USD, avant la crise. Après celle-ci, il a coûté 68 et 48 USD.

La crise financière, par ailleurs, frappe la RD Congo par l'inflation dont les effets sont la hausse généralisée des prix des biens et services, les dépenses exceptionnellement élevées et brusques, les spéculations, les réclamations des hausses de salaires ... Elle a eu un impact grandissant sur la consommation des ménages et les dépenses des entreprises. L'augmentation des faillites d'entreprises a été également notable.

La diffusion de la crise à l'ensemble de l'économie a provoqué une récession¹. Les défaillances d'entreprises ont augmenté. En plus, le pays a dû faire face à une faillite de son système bancaire. Les secteurs du transport, de la construction et de la promotion immobilière sont les premiers touchés. Cette dégradation s'explique par un accès plus difficiles des entreprises au crédit et par un ralentissement remarquable de leurs activités. Les entreprises dépendent, en effet, du système bancaire, ne serait-ce que pour le crédit dont elles ont besoin pour leurs investissements. Or, la crise fait que les banques, fragilisées par l'accumulation de mauvaises dettes, réduisent brutalement leurs crédits par manque des liquidités nécessaires pour ce faire.

Au niveau du secteur financier congolais, la crise financière internationale a rattrapé les banques à capitaux étrangers, City et Fortis (BCDC). Au plan économique, la crise a pour champ l'économie réelle. Le secteur minier qui en est la locomotive sera touché, suite à la baisse des capitalisations et des valeurs boursières qui vont influencer sur la levée des fonds sur les places boursières et pour les emprunts bancaires. Au-delà, il y a aussi la baisse ou la chute des prix des produits miniers (cuivre, zinc ...), le ralentissement de l'économie mondiale va affecter la demande des métaux de base... Conséquence, des projets d'investissements initiaux ou d'expansion ont été arrêtés ou redimensionnés. Les projets connexes à caractère social vont être affectés. Les emplois nouveaux ou existants vont être menacés de licenciements massifs (techniques, économiques, ...).

Par ailleurs, cette crise aura un impact macro-économique en RD Congo, avec un taux de croissance inférieure à 10%, la baisse du pouvoir d'achat suite à l'inflation importée, les recettes pétrolières vont baisser. Il en sera de même pour les recettes douanières et minières. Au plan monétaire, les recettes en devise vont baisser et il sera difficile de maintenir la stabilité du Franc congolais. L'économie du pays est touchée de manière plus ou moins prononcée, à travers une réduction de la croissance économique et une hausse du chômage.

Les différents plans de sauvetage concoctés par les institutions financières internationales (Banque mondiale et Fonds monétaire international) et adopté par le gouvernement de la RD Congo, butent à la crise et imposent, pis encore, des coûts additionnels et non prévus pour la mise en œuvre. En clair, cette crise financière mondiale va avoir un impact négatif sur l'aide publique au développement de la RD Congo. La crise financière internationale aura été, pour ce pays, un facteur d'aggravation de la crise économique.

A l'instar de nombreux pays africains, et même du Tiers-monde, la RD Congo est fortement dépendante des exportations de ressources naturelles. Cela aura pour conséquence qu'un tel retournement sur le marché des matières premières ait des effets négatifs sur sa performance économique. Le pays demeurera donc exposé aux retournements conjoncturels aussi longtemps que ses exportations seront peu diversifiées et à faible valeur ajoutée.

On ne doit pas perdre de vue que cette crise mondiale a sa source aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans un pays qui doit déjà faire face à un déficit budgétaire, une dette intérieure qui ne cesse de croître et un déficit commercial colossal. Or, la crise ne peut que contribuer à éroder la confiance dans le dollar, lequel sera probablement amené encore à baisser. Le fait que le dollar soit à la fois une monnaie nationale et une unité de compte internationale a longtemps permis aux Etats-Unis d'affirmer et de faire peser leur hégémonie. A l'heure actuelle, 70% de toutes les réserves étrangères dans le monde sont constituées en dollars, cette masse n'ayant plus longtemps le moindre rapport avec le volume réel de l'économie américaine.

On assure maintenant qu'il suffirait de "réguler" ou de "moraliser" le système pour éviter ce genre de crises. Car, la cause finale de cette crise, c'est la recherche du profit financier le plus élevé possible dans le minimum de temps possible. En clair, c'est la recherche de l'augmentation maximale de la valeur des capitaux engagés à l'exclusion de toute autre considération.

La paralysie du marché interbancaire met aujourd'hui des établissements en faillite potentielle, dans la mesure où les banques ne sont plus en mesure de prêter aux particuliers et aux entreprises. Et cette crise financière qui frappe les pays occidentaux pourrait affecter la croissance économique RD Congolaise, si le pays ne trouve pas rapidement des marchés alternatifs. Les exportations RD Congolaises vers les Etats-Unis et vers l'Europe pourraient être affectées par la baisse du pouvoir d'achat des Américains et des Européens. Il résulte que du fait de la crise financière internationale, très peu de richesses seront créées en République Démocratique du Congo, faute d'investissement. Ce qui entraînera encore plus de pauvreté dans ce pays.

La situation économique, financière et monétaire de la RDC s'est déclinée globalement comme suit :

- Les données à fin juin indiquaient au niveau du secteur réel, le tassement des tensions inflationnistes et la consolidation de la croissance économique. En 2007, avec une variation du PIB réel de 6.3 %, l'économie congolaise a enregistré pour la sixième fois consécutive un taux de croissance économique positif, consolidant ainsi son ancrage dans la phase d'expansion économique. Les mines, les télécommunications et le commerce de gros et de détail ont constitué les principales sources de cette croissance. En 2008, deux évolutions ressortent globalement de la situation économique et financière de la RDC ;

- Le premier semestre marqué par une forte augmentation de la croissance économique et une accélération notable de l'inflation tirée par la hausse des prix des

produits pétroliers et alimentaires sur le marché mondial ; Le second semestre caractérisé par le ralentissement notable de la croissance à la suite, notamment de l'écroulement de l'activité dans le secteur minier et une certaine décélération de l'inflation à la suite de la baisse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché mondial En 2009, trois périodes ressortent de la situation économique et financière de la RDC aux neufs premiers mois de l'année 2009.

Au premier trimestre, l'économie congolaise a été en proie à une forte inflation et à une rapide dépréciation de la monnaie locale dans un contexte de recul de l'activité de production. Cette conjoncture défavorable tient aux à-coups de la Crise Financière Internationale sur l'économie et aux chocs internes tant budgétaires que monétaire, se traduisant par l'expansion non prévue de la base monétaire, la hausse généralisée des prix intérieurs et l'incertitude croissante à l'effet de plomber la relance des activités.

Au deuxième trimestre, une nette amélioration de la conjoncture a été relevée à la suite de signes de reprise de la demande internationale et des cessions régulières des devises de la BC sur les marchés des changes. Il en a résulté le ralentissement de la volatilité des prix intérieurs et du taux de change couplé à une réduction sensible de la dégradation de l'activité économique. Comme réponse à cette évolution, l'inflation a sensiblement baissé, conférant ainsi la possibilité au taux d'intérêt réel de la BCC. Cette situation améliore les conditions d'allocation efficaces des ressources et la lutte contre les activités spéculatives, notamment en matière de crédit et de refinancement.

Au troisième trimestre, la situation s'est caractérisé par la résurgence de nouvelles tensions tant sur le marché des changes que de biens et services, à la suite de l'aggravation, en milieu des mois, du déficit public, base solde budgétaire intérieur, depuis juin. Cependant, il importe de relever que l'exécution du TOFE que la situation monétaire intégrée à fin du mois demeure globalement en ligne par rapport à la programmation. Le mois d'octobre 2009 reste marqué par la poursuite des pressions sur les marchés des changes et des biens et services, en raison de la persistance du déficit public infra mensuel.

Tableau 01: Evolution du taux d'inflation et de croissance de 2006 à 2009 (%)

| | Déc.2006 | Déc.2007 | Déc.2008 | Déc.2009 |
|------------------------------|----------|----------|----------|----------|
| Taux de croissance du PIB/ % | 5,6 | 6,5 | 5,9 | 2,7 |
| Taux d'inflation/% | 18,2 | 12,0 | 27,6 | 53,44 |

Source : http://www.bcc.cd/downloads/pub/not_conj/note-30-12.pdf.

Taux de croissance taux d'inflation 2006 2007 2008 2009

Tableau 02: Evolution des cours des matières premières d'origine minérale de déc. 2006 à déc.2009

Avec IPC comme Indice de prix à la consommation.

| | Déc. 2006 | Déc.2007 | Déc.2008 | Déc.2009 | PIC Valeur Dates | |
|--------------------|-----------|----------|----------|----------|------------------|---------|
| Pétrole (\$/baril) | 66,20 | 95,0 | 38,9 | 79,56 | 147,0 | 4juil07 |
| Cuivre (euros/tm) | 5496,31 | 5346,5 | 2811 | 7345 | 8700 | 16avr08 |
| Cobalt (\$/lb) | 17,2 | 29,4 | 16,5 | 20,75 | 47 | 7mar08 |
| Or (once) | 549,4 | 693,6 | 869,6 | 1095,7 | 940 | 17mar07 |
| Diamant (carat) | 24,9 | 22,6 | - | - | 32,1 | Juil07 |

Source : http://www.bcc.cd/downloads/pub/not_conj/NOTE-31-01-2009.pdf

Ici, il est question de voir les conséquences de la crise financière sur le secteur réel de l'économie congolaise, sur les relations extérieures et sur les finances publiques. Parlant de l'impact de la crise financière sur le secteur réel, le tableau suivant nous montre l'évolution des cours des matières premières de 2006 à 2009.

En 2006, il y a eu augmentation des prix de presque tous les produits miniers. Les facteurs à l'origine de cette hausse de prix sont notamment le resserrement de l'offre mondiale face à une importante demande marquée par les fortes consommations chinoises. Ainsi de 21,6 \$ le carat en 2005, le cours du diamant est passé à 24,9 \$ une année après, soit une progression de 15,3 %. Quant au pétrole, au cuivre et au cobalt, leurs prix en 2006 ont été respectivement de 66,2 \$ le baril, 5496,31 euros la tonne métrique et 17,2 \$ la livre poids contre 56,1 \$, 3140 euros et 15,9 \$ une année plus tôt. En 2008, tous les cours des produits exportés par la RDC connaissent des baisses importantes, le chemin vers la hausse en 2009.

Risque d'emballement du taux de change suite à la rareté de la devise.

S'agissant des recettes, la part relative des recettes provenant des douanes et accises a régressé en passant de 36% en 2007 à 34.6% en 2009, et celle des recettes pétrolières a sensiblement diminué de 20.3% à 6.1%, sous l'effet de la baisse du volume des échanges extérieurs et de la détérioration des termes de l'échange. Par contre, les recettes mobilisées par la Direction générale des impôts (DGI) et par la direction générale des recettes administratives, judiciaires et domaniales (DGRAD) ont accru en importance, lissant ainsi voir que le coût de l'ajustement du secteur public aux deux chocs précités a été supporté en grande partie par la fiscalité sur les activités intérieures.

La progression des dépenses publiques a été plus importante que l'accroissement des recettes ; ce qui s'est répercuté négativement sur l'évolution du solde budgétaire à partir de décembre 2008 et requis un financement monétaire croissant des déficits publics. L'impact du gonflement du crédit net à l'Etat est évident sur l'évolution de l'inflation en 2008-2009. (IRES, 2010, p.9) Les réserves internationales de change de la Banque Centrale du Congo, BCC, ont atteint un niveau historiquement bas fin 2008, suite à la chute des recettes d'exportation (mines, pétrole,...), menaçant la capacité du pays à financer ses importations. Ces réserves en forte baisse amplifient en ce moment la dépréciation du franc congolais.

En 2009, la RDC a échappé au pire, celui d'atteindre le niveau zéro des réserves internationales de change. En effet, grâce au flux extérieurs notamment l'assistance financière du FMI de 195,5 millions de \$, au titre de Facilité contre les Chocs Exogènes (FCE) en mars 2009, la RDC, pays à faible revenu et à économie fragile, a pu renforcer le niveau des réserves internationales de change de la BCC et faire face aux conséquences de la crise. (KINZUMBA, 2009)

2.2. Impact de la crise dans le secteur primaire

Le secteur primaire de la RDC est composé de la production agricole, de sylviculture, d'élevage, de pêche et de chasse ainsi que l'exploitation forestière et minière. L'agriculture représente une bonne partie du PIB de la RDC et constitue la principale source de revenu, surtout chez les pauvres. Elle continue d'être le secteur de l'économie qui fournit le plus d'emploi en occupant 47% des hommes et 53% des femmes. En effet sur 27 millions des personnes que compte la population active de la RDC, 74% se trouvent dans le secteur primaire, et dont une large majorité est dans l'agriculture. Ce qui fait que son économie soit essentiellement agricole et tournée vers

l'exportation des matières premières. La crise économique a imposé une lourde contrainte sur les pays fortement dépendants des ressources naturelles.

La RDC faisant partie des pays rentiers miniers et forestiers n'a pas été épargnée par la crise puisque, ce sont des économies africaines forestières et minières qui ont subi le plus les effets de la forte chute des prix. Les cours du café ont perdu plus de 20% de leur valeur entre février 2008 et février 2009 (BENHAMMOU, 2009). Le café arabica est passé de 131,10 USD au mois de juillet 2008 à 99,00 USD au mois de février 2009 soit -24,49% de chute ; tandis que le café Robusta est passé de 115,09 USD au mois de juillet 2008 à 81,75 USD au mois de février 2009 soit -28,97%. La diminution des recettes d'exportation a empêché le gouvernement congolais de financer l'importation des facteurs de production dont il avait besoin et donc d'amortir les effets négatifs de la crise sur l'économie. Cette situation d'incapacité a, certes, amplifié les effets de la crise alimentaire. En effet, n'ayant pas encore atteint l'autonomie et la sécurité alimentaire, la RDC est en fait un important importateur de denrées alimentaires. Du fait que le pays soit importateur des denrées alimentaires, qui sont une composante majeure de l'indice des prix à la consommation (IPC), les dépréciations ont entraîné à coût sur une hausse des produits alimentaires que les moins nantis ont eu plus de mal à se procurer. Ainsi l'on peut constater que la crise économique n'a fait qu'empirer les effets de la crise alimentaire. L'impact est particulièrement marqué sur l'économie congolaise qui affiche d'importants déficits dans le commerce des produits alimentaires.

2.2.1. Impact de la crise exploitation des ressources naturelles

Parlant de l'exploitation forestière, la RDC ressent âprement les effets de la crise avec une forte chute des prix et de la demande. La production de bois a été affectée en partie par l'annulation de certaines commandes du bois faite par l'Europe et l'Asie. Notons cependant que le secteur forestier constitue la deuxième source de recettes de l'Etat congolais. Mirian MANNACK (2009), la RDC, faisant partie des pays forestiers et miniers, elle n'a pas été épargnée par la crise financière internationale étant donné que la celle-ci a imposé une lourde contrainte sur les pays dépendant des ressources naturelles et surtout ceux dépendant du cuivre, du pétrole, du bois et du diamant.

Il s'opère en RDC un ralentissement des projets d'investissement mais également un repositionnement des conglomérats chinois. Les enjeux sont toutefois essentiellement internes dans la gestion de la rente minière. Le Congo-Kinshasa demeure pillé alors que la gestion de la rente diamantifère demeure rigoureusement contrôlée dans d'autres pays (Botswana par exemple). En effet, il a été révélé que, précédemment, avant la crise économique, la RDC avait bénéficié des prix élevés d'exportation de ses produits miniers et cela a eu un effet positif sur le social de la population. La situation s'est inversée depuis 2008. L'on a noté une chute des cours du cuivre, du cobalt etc. sur les marchés internationaux avec conséquences : l'entrée de l'économie congolaise en récession et l'aggravation de l'incidence de la pauvreté. La baisse des prix des matières premières s'est répercutée par une baisse de revenus de 16% au Congo (KERDOUDI, 2009). Dans la province de Lubumbashi en RDC, la crise s'est sensiblement aggravée, notons également qu'elle est fort riche en cuivre, dépendant essentiellement de l'exploitation minière du cuivre et du cobalt. Dans cette région la demande mondiale pour les ressources naturelles, depuis septembre 2008, a baissé et les prix des matières premières ont dégringolé à des niveaux trop bas. Les effets de cette crise risquent d'effacer tous les gains enregistrés au cours des dernières années.

- CUIVRE ET COBALT

Le prix de la tonne de cuivre est tombé à 2.811 dollars américains en décembre 2008 contre plus de 8.000 dollars américains au début 2008. Le prix de cobalt, minerais essentiellement utilisés pour la fabrication des batteries rechargeables et des alliages, est tombé à 16,5 dollars américains en décembre 2008 contre 38,1 dollars américains en juillet 2008. (RDC, 2009). Pour le cobalt, à moins de 50% des prix de revient de leurs productions, les sociétés minières travaillent à perte et plus de quarantaine ont préféré fermer en attendant que la tempête passe.

- OR ET ETAIN, DIAMANT

Du côté de l'exploitation artisanale des minerais, le choc financier s'est ainsi fait durement ressentir. L'or et l'étain, exploités encore artisanalement en RDC, connaissent une baisse de leurs cours mondiaux. Après avoir atteint 2.500 USD la tonne au milieu de l'année 2008, l'étain est revenu, en décembre 2008, en deçà de sa valeur, à 1.700 USD. Concernant le diamant, « le marché du diamant souffre ou a souffert essentiellement de la baisse de la demande suite à l'absence de crédit disponible aux acheteurs ; les banques ne donnant plus de facilités de crédit depuis le début de la crise». La production minière de Bakwanga (MIBA) a cessé de produire à la fin 2008.

- EXPLOITATION PETROLIERE

Pour ce qui est du pétrole, la production pétrolière a affiché un taux de croissance de - 4,4%, réduisant considérablement les recettes pétrolières. (ESISO FATUMA, 2010)

2.3. Impact de la crise sur le secteur secondaire

Le secteur secondaire congolais est composé des industries extractives et métallurgiques ; des activités de fabrication, d'électricité, de gaz et eau et de construction. Comme d'aucuns le savent, la crise économique se traduit par une récession qui frappe durement l'Afrique et particulièrement les pays dépendant des industries extractives à l'instar de la RDC, du surcroit Etat fragile et post-conflit.

- INDUSTRIES EXTRACTIVES DES RESSOURCES MINIERES

La baisse de la demande et des cours des produits de base est compliquée par les fortes incertitudes sur le plan économique. L'aversion pour le risque a amené les investisseurs à relocaliser leurs activités dans des pays à plus faible risque, ce qui s'est traduit par une forte chute de l'investissement direct étranger (IDE). La diminution des recettes d'exportations, ajoutée aux faibles capacités en matière de gouvernance et à une contraction prolongée de l'investissement, accentue la pauvreté généralisée et menace la stabilité de ces États fragiles. En RDC, l'on a enregistré la perte de 100 000 emplois, à la suite de la fermeture des fonderies. Les réserves en devises ont diminué et ne représentent plus qu'environ une semaine d'importations. La RDC ne sera bientôt plus en mesure d'importer des biens essentiels tels que les denrées alimentaires, le carburant et les médicaments. Impact de la Crise sur les Économies Africaines (RDC, 2009).

En RDC (2009), plusieurs projets d'investissement initiaux ou d'expansion dans les industries extractives ont été retardés, arrêtés ou redimensionnés. Les opérations d'extraction de mine à ciel ouvert de Tilwezembe et le traitement de minerai à Kolwezi (KATANGA) ont été suspendues en raison de l'effondrement des cours du cobalt. Plus

de 70 sociétés d'exploitation de cuivre et du cobalt, opérant dans la province du Katanga, ont été contraintes soit de suspendre totalement leurs activités de production, soit de les ralentir. Selon le ministère des mines, ces fermetures auraient engendré une perte de 300.000 emploi. La crise aura également un effet indirect sur la pauvreté, en raison de ses incidences sur l'emploi (RDC, 2009). Une perte jugée considérable pour un pays comme la RDC où l'emploi est considéré comme une pluie au Sahel. Du fait de la baisse de prix des matières premières, l'économie mondiale étant un tout complexe et lié, les valeurs boursières des sociétés minières (congolaises) ont aussi chuté.

Tableau 03: Evolution des Sociétés Minières de 2003 à 2010

| N° | Sociétés Minières / valeur réalisée | Pourcentage % |
|----|--|---------------|
| 1 | - First quantum Minerai dont l'action boursière a baissé de: | 80,00 % |
| 2 | - Katanga Mining a décré de: | 93,39% |
| 3 | - CAMEX (Boss Mining) : | 93,3% |
| 4 | - Meteorex (Rwashi Mining) : | -83,9% |
| 5 | - Mwana africa (SEM KHAT) : | -92,6% |
| 6 | - Anvil Mining : | - 91% |
| 7 | - Téal Métal | -95,8% |

Source : TIMILALOMASIMO, 2003 à 2010.

Plusieurs entreprises ont suspendu leurs activités de production et de transformation au Katanga. Nous pouvons citer:

1) Anvil Mining. En décembre 2008, la société australienne, qui est l'un des principaux producteurs du cuivre en RDC, avait annoncé qu'elle fermerait jusqu'à nouvel ordre la mine de DIKILUSHI. La plupart de 1.056 employés permanents et contractuels à la mine ont été licenciés. L'entreprise a affirmé que cette décision lui avait permis d'économiser environ deux millions de dollars par mois. La société a également interrompu un nouveau projet de développement sur son site de KANSEVERE, qui a enregistré la perte de 550 employés.

2) BHP Billiton, gros investisseur étranger en RDC, a suspendu ses activités de prospection minière du Nickel en raison de la baisse du prix du minerai.

3) Depuis la fin 2008, la société Belgo-congolaise « Forrest international », basée au Katanga, a mis ses 650 employés en chômage technique, en indiquant que l'exploitation du cobalt n'était plus rentable. Selon le directeur de cette société, Mr George Arthur Forrest, « la société a traversé de moment difficile ». en 2007, l'entreprise avait produit 4000 Tonnes de cobalt et en 2008, environ 3.500 Tonnes. Depuis quelques mois, les commandes ont baissé et la production entreposée dans les carrières. Ainsi plusieurs travailleurs ont été mis en congé technique. Par conséquent, plusieurs personnes travaillant, soit en sous-traitance, soit dans le commerce informel autour des carrières sont concernées.

2.4. Impact de la crise dans le secteur tertiaire

Ce secteur en RDC est constitué de commerce de gros et détail, de transport, de l'entreposage, de communication, des services marchands, des administrations publiques et défenses, sécurité sociale obligatoire, des entreprises bancaires,..., A ce niveau, seuls un certain nombre d'activités vont devoir être élucidés. Il s'agit des activités qui composent le secteur tertiaire, en l'occurrence les secteurs de télécommunication, de commerce, de banque et de l'administration publique.

2.5. Secteur de telecommunication

En effet, il importe de rappeler que les contre-performances de secteurs productifs ont affectés tous les autres secteurs. Le secteur de télécommunication a été l'un des plus touchés par la présente crise économique mondiale. La consommation des unités est passée de 225.507 millions en janvier 2008 à 235.023 millions en avril pour tomber à 174.441 millions en octobre de la même année.

2.6. Secteur de commerce

S'agissant du commerce, ce secteur fait partie des principaux leviers de la croissance africaine en générale et congolaise en particulier durant les années 2000. Banque africaine de développement (2009), dans les pays financièrement moins développés comme la RDC, les effets de la crise ont dominé sur le commerce. Fond monétaire international (2009, p.3), les effets de la crise financière et la récession économique sur les prix des matières premières et les flux des capitaux risquent d'effacer tous les gains enregistrés au cours des dernières années. Pour le commerce, une note prudente s'impose d'emblée : les statistiques en RDC sont lacunaires et imprécises. Elles ne reflètent que les échanges officiels. Or l'une partie des exportations et des importations, selon certains experts jusqu'à 30%, passe la frontière clandestinement, surtout à l'Est du pays. Après une longue contraction pendant les années 1990, le commerce extérieur de la RDC a renoué avec la croissance en 2001. Entre 2001 et 2007, le taux de croissance oscillait entre 5,9% et 34,6% pour les exportations et 47,4% pour les importations. Suite à la récession perceptible dès le troisième trimestre, les exportations en 2008 ont régressé d'environ 56,3% alors que les importations ont poursuivi une ascension. En 2009, les exportations ont subi une baisse massive de 42% et les importations de 22%. Il y a peu de pays où l'exportation des matières premières brutes joue un rôle aussi prépondérant qu'en RDC avec : 73,7% (sic) de la valeur des exportations, les métaux (cuivre, cobalt, zinc, cassitérite,...) viennent en tête suivis par le pétrole (11,9%) et le diamant (10%). (Confédération suisse, RDCFAE, 2011, p.4)

2.7. Secteur bancaire

Concernant le système bancaire et financier, les banques, en Afrique centrale, sont sur-liquides. Cette surliquidité, qui est un défaut en temps normal, dévient une protection en temps de crise. (Entretien avec..., 2008, p.1)

Le secteur bancaire congolais, encore épargné en 2008, a senti, lui aussi, les effets de cette crise. La baisse des activités minières s'est répercutée sur les activités de banques. Il y a eu une diminution drastique de l'offre de devises sur le marché, d'énormes difficultés de trésorerie dans les banques commerciales. La perte de la valeur du Franc congolais (Fc) face au dollar américain. La crise a été à l'origine de la chute des réserves. Celles-ci ont chuté de près de 400% passant de 253,1 millions de dollars américains en 2008 à 77 millions de dollars américains au mois de décembre 2008. Les termes de l'échange se sont davantage détériorés en 2008 (-2). Les taux d'inflation se sont ainsi chiffrés, à la fin de 2008, à 27,6% contre une prévision de 23%. La crise a causé la perte de points de croissance. Le taux de croissance en 2008 est estimé à 6%

contre une prévision initiale de 10%. Les perspectives de 2009 situent la croissance à 2,7% soit en dessous du taux de croissance démographique de 3,3%.

2.8. Secteur de l'administration publique

Avec cette crise, il y a eu une baisse de recettes budgétaires et fiscales entraînant un accroissement des déficits publics. Comparés à leurs niveaux du 1^{er} trimestre, les recettes publiques ont fortement baissé au 1^{er} trimestre 2009, aussi celles provenant des régies financières que celles provenant des produits miniers et des recettes pétrolières. En termes réels, elles sont passées de 230,3 millions de dollars américains en mars 2008 à 175,9 millions de dollars en mars 2009, soit une baisse de 23,6%. Face à cette situation, le gouvernement congolais s'est retrouvé dans une situation de manque des ressources pour financer les infrastructures des voies de communication, les infrastructures énergétiques et les services sociaux de base. Les écoles et hôpitaux ont été abandonnés à leur triste sort. Notons de même que la crise économique mondiale a contribué à l'exacerbation des conflits sociaux exprimés notamment à travers des grèves dans les entreprises publiques et privées, et de difficultés à payer régulièrement les salaires des agents de la fonction publique et des entreprises publiques et privées. En effet, la RDC est si proche des seuils de pauvreté qu'une crise économique se transforme rapidement en une crise sociale. Il sied de souligner que la crise a causé le rétrécissement de l'espace budgétaire pour financer la restauration totale de l'autorité de l'Etat dans certaines contrées de l'Est de la république où les populations déplacées en grand nombre (250 000 habitants) sont victimes de diverses violations.

3. CONSIDERATIONS CRITIQUES

La crise actuelle « présente pour le développement de l'Afrique le plus grand danger jamais encouru », a déclaré le président de la Tanzanie JAKAYA KIKWETE, (ROY, disponible sur www.un-org/Africarenewal). L'Afrique du Sud est le seul pays africain invité au sommet du G20 en novembre 2008 (DUGUA, 2008). Il importe d'opérer une réforme du système financier pour le rendre plus juste et plus efficace. La réforme basée sur la transparence et l'équité n'est plus jamais une nécessité dans cette période de crise qui risque de se transformer en une crise économique grave. A l'avenir, il serait important que les institutions panafricaines soient aussi associées à ces événements. De plus, les tumultes sur la scène financière internationale risquent de mettre en péril les avancées dans de nombreux pays africains. Ainsi, l'Afrique doit redoubler d'efforts afin de ne pas perdre ses acquis et de continuer sur sa lancée. Elle demeurera exposée aux retournements conjoncturels aussi longtemps que ses exportations seront peu diversifiées et à faible valeur ajoutée. Les pays africains doivent continuer les réformes afin de devenir plus compétitifs sur la scène internationale. Il faut aussi donner une plus grande importance au secteur privé qui est le moteur de la croissance et ainsi de la réduction de la pauvreté. Il s'ensuit que l'Etat doit prendre les dispositions nécessaires pour maintenir une croissance économique forte et soutenue. A cet effet, le gouvernement doit continuer les réformes afin d'améliorer l'efficacité de son système financier et la bonne gouvernance.

3.1. Que peuvent faire la communauté internationale et le FMI ?

Le moment est venu pour les partenaires au développement d'honorer leurs engagements d'aide, voire de les renforcer. Vu les contraintes de financement actuelles, il est d'autant plus important que les bailleurs de fonds rendent leur aide prévisible et transparente et l'alignent sur les priorités établies par les bénéficiaires, conformément à la Déclaration de Paris.

3.2. Pertinence des appuis

L'aide serait particulièrement utile maintenant surtout en temps des crises financières, alors que les pressions s'accroissent sur les budgets, pour éviter une compression excessive des budgets d'investissement et préserver le champ d'application et la taille des dispositifs de protection sociale. Bien que beaucoup de pays donateurs connaissent eux-mêmes des difficultés, les flux d'aide continuent de représenter une part relativement modeste des budgets nationaux et peuvent être préservées en dépit des nouvelles pressions concurrentes s'exerçant sur ces budgets. Il faut sortir les négociations commerciales de l'impasse pour stimuler la croissance et le bien-être à l'échelle mondiale. Le FMI joue son rôle :

- Le FMI a accru son aide financière en faveur de pays africains pendant la flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires l'an dernier, et continue de servir de catalyseur pour le soutien crucial des pays donateurs.

- La facilité de protection contre les chocs exogènes a été modifiée en septembre 2008 pour mobiliser plus rapidement des volumes d'assistance plus élevés afin d'aider les pays à faible revenu à surmonter les chocs exogènes. Le Malawi a été le premier pays à en bénéficier, et depuis, les Comores, le Sénégal et, plus récemment, l'Éthiopie y a eu recours. Le FMI a aussi relevé l'accès à la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance dans le cas de plusieurs pays.

- Pour satisfaire les besoins divers et en constante évolution des pays à faible revenu, le FMI envisage d'opérer de nouvelles réformes d'envergure concernant la structure de ses facilités de financement, une hausse des limites d'accès à ses 12 ressources et un surcroît d'aide concessionnelle, ainsi que la souplesse pour financer des projets dans les infrastructures et d'autres investissements essentiels.

- Le FMI continuera de fournir une vaste assistance technique afin de renforcer les capacités du secteur public en Afrique, parce que, à long terme, les pays africains ont besoin d'une gestion efficiente et prudente des finances publiques pour répondre à leurs priorités de développement. À cet effet, le FMI a l'intention d'ajouter deux nouveaux centres régionaux d'assistance technique aux trois qui sont déjà opérationnels en Afrique. (ETCHEBARNE-BOURDIN, 2009, p 2-12)

4. LES SOLUTIONS PRECONISEES

Christian de BOISSIEU et Jean-Hervé LORENZI dans un article du Journal "Le Monde" d'octobre 2008 estiment que "L'heure, aujourd'hui, est à la refondation du système bancaire et financier international" et en appellent à un "Bretton Woods financier" (BOISSIEU, 2008, p. 05-06). Le sommet du G20, ci-haut évoqué, a recommandé dans son communiqué final des mesures budgétaires pour stimuler la demande interne avec des résultats rapides. Il souligne aussi l'importance du soutien que la politique monétaire peut apporter dans les conditions appropriées à chaque pays. C'est ainsi que les banques centrales et les Etats tentent de venir en aide à tous les établissements les plus fragiles pour éviter des faillites qui auraient des conséquences très importantes sur l'économie réelle. Quelques sorties de crise sont expliquées :

- Les banques centrales injectent des liquidités pour que ces banques puissent emprunter et abaisser leur taux directeurs. Mais cette solution a des limites : la création monétaire doit être fortement encadrée sinon, il y a un risque très élevé d'inflation. Les prix pourraient s'envoler et accélérer ainsi la propagation de la crise dans l'économie réelle.

- Les banques centrales de plusieurs Etats volent au secours de certaines banques en récupérant à leur compte les titres dépréciés ou une partie des "actifs toxiques" détenus par ces banques, comme les "subprimes". Là encore, cette solution a des limites. La banque centrale ne peut effacer d'un seul coup des milliards de perte pour chaque banque en difficulté.

- Le gouvernement américain tente de sauver certains établissements pour éviter un effondrement de tout le système bancaire. Par exemple, Freddie Mac et Fannie Mae, deux géants américains du crédit hypothécaire, ont été placés sous tutelle du gouvernement. Le trésor américain va dépenser 200 milliards de dollars pour sauver ces deux établissements. Seulement, le gouvernement américain ne peut sauver toutes les banques en difficulté.

- Certains assurent que l'augmentation des salaires des travailleurs va aider à relancer l'économie par la consommation des ménages et le fort pouvoir d'achat.

- D'autres comme Eric Toussaint, fustigent la mondialisation et en appellent à une "globalisation" des ripostes contre la pensée néolibérale qui, à l'instar des "conservateurs" du début du XX^e siècle, conduit à des contradictions entre puissances impérialistes, aux mécontentements sociaux et la criminalisation du comportement de grands acteurs économiques mondiaux. (TOUSSAINT, 1999, p. 335-336)

4.1. Strategies de lutte contre la crise financière

Il est juste question de démontrer à ce niveau, les mesures prises par le gouvernement congolais pour atténuer les effets de la crise et le plan de sortie conçu par le pouvoir publique. Le PUAICF a pour but ultime de contribuer au maintien de la stabilité économique et de l'ordre social. Il a pour objectif spécifique d'atténuer, à court terme, l'impact de la crise financière internationale sur l'économie nationale congolaise.

4.2. Mesures prises pour atténuer les effets de la crise

Au niveau de la politique publique, le gouvernement congolais a mis en œuvre diverses mesures visant à atténuer l'impact de la crise économique mondiale en RDC. Le gouvernement a mis en place un éventail des mesures, entre autre :

- le programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière internationale (PUAICF) et

- le mélange d'appuis institutionnel.

En effet, dans le souci d'atténuer les effets de la crise, le gouvernement congolais a conçu un programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière internationale (PUAICF). Dans ce cadre, il a sollicité l'appui des institutions internationales dont la banque mondiale, la banque africaine de développement (BAD) et l'union européenne. Le conseil d'administration du groupe de la banque africaine de développement a approuvé le 06 mai 2009 l'octroi d'un don du fonds africain de développement (FAD) de 65 millions d'UC (unité de compte), équivalent à 97,18 millions de dollars américains, à la RDC en vue de financer le dit programme.

Principalement il s'agit d'un programme d'appui ciblé à la balance des paiements couplés à des engagements du gouvernement pour allouer la contrevaieur en monnaie locale des ressources en devises à des dépenses urgentes du budget 2009. Le programme a été mis en œuvre sur un an au maximum à partir de mai 2009. Le programme a été formulé en étroite coordination avec les principaux bailleurs de fonds de la RDC dont le FMI et la banque mondiale. Il est en ligne avec la lettre de politique du gouvernement pour atténuer l'impact de la crise et sa conception a pris en compte les directives en matière de réponse de la banque à l'impact économique de la crise. L'économie congolaise. Les objectifs opérationnels sont la facilitation de l'approvisionnement en marchandises et produits importés de première nécessité ; et la facilitation du financement de dépenses prioritaires urgentes du budget 2009.

La RDC a, en outre, bénéficié d'un appui à la balance de paiement et d'un appui budgétaire. Ce programme a été financé par la banque mondiale (100 M USD), le fonds monétaire international (FMI: 195 M USD), la banque africaine de développement (BAD : 105 M USD), l'union européenne (64 M USD) et la Belgique (25 M USD). En raison de la crise, les comptes, les comptes extérieurs de la RDC se trouvaient dans le rouge. Les réserves internationaux de change de la banque centrale du Congo (BCC) ont atteint un niveau historiquement bas fin 2008, suite à la chute des recettes d'exportations (mines, pétroles,...) menaçant la capacité du pays à financer ses importations. Ainsi, le gouvernement et la banque centrale du Congo ont compté sur les flux attendus de l'extérieur pour renforcer les réserves internationales de change de la BCC et faire face aux conséquences de la crise. De ce fait, une bonne nouvelle pour la RDC, était tombée le jeudi 12 mars 2009 avec l'octroi de 195,5 millions de dollars à la RDC par le fonds monétaire international. Les appuis budgétaire de la banque mondiale et de la BAD ont, notamment, permis de financer les importations de certains biens de première nécessité, d'assurer la paie des enseignants du niveau primaire et secondaire et de payer les factures de consommation d'eau et d'électricité de l'Etat. Par ailleurs, les appuis de la balance de paiement ont permis à la BCC de reconstituer les réserves de changes qui sont remontées à plus de 250 millions USD fin mars 2009 et à près de 850 millions USD, fin août, grâce à des nouvelles facilités offertes par le FMI.

La RDC, comme le Nigeria, le Rwanda ou le Kenya, a mis sur pied une équipe spéciale ou un comité pour prendre les pouls de l'économie et conseiller le gouvernement sur la manière de réagir à la crise. Si la plupart des pays ont réagi en réduisant leurs taux d'intérêts, la RDC a, pour sa part, relevé son taux directeur pour tenter de juguler l'inflation. Le Gouvernement Congolais a institué, au courant de novembre 2008, une commission interministérielle chargée de proposer un ensemble des mesures nécessaires pour faire face aux effets de la crise financière sur l'économie nationale congolaise.

4.3. Plan de sortie

Un plan de sortie de la crise financière, conçu par le pouvoir publique, comporte les axes d'intervention à suffisance ci-après :

- La recherche de l'allègement substantiel de la dette extérieure à bref délai avec l'assouplissement des conditionnalités pour la conclusion d'un programme avec le fonds monétaire international (FMI) à travers l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et au-delà à travers l'éligibilité à l'initiative de l'annulation de la dette multilatérale ;

- L'appui à la réforme des entreprises par le pays notamment en matière d'amélioration du climat des investissements ;
- La diversification des sources de croissance de l'économie congolaise à travers le développement du secteur agricole, afin d'assurer la sécurité alimentaire et celui du secteur industriel en vue de soutenir la valorisation locale des ressources minières, forestières et agricoles pour une valeur ajoutée accrue et une réduction de dépendance des exportations des matières premières ;
- La mobilisation accrue des ressources financières afin de relever les contraintes qui bloquent le développement de l'agriculture et de l'industrie en vue de financer les infrastructures énergétiques et de communications ;
- Le soutien au développement de la consommation intérieure pour les produits locaux afin de sortir le pays de sa situation de réservoir des matières premières, ainsi que de réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations des matières premières et de l'importation des produits de consommation courante ; Le programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière internationale (PUAICF) financé par la BAD, a eu comme résultat :
 - Le renforcement des capacités de l'Etat aujourd'hui en situation, rappelons-le, d'Etat fragile, à lutter contre la fraude et les violences faites aux personnes vulnérables, notamment dans les quelques contrées où subsistent encore des poches d'insécurité. A cet effet, le gouvernement a mis en place le plan de stabilisation de l'Est, en vue de soutenir la reconstruction économique et sociale et assurer la réinsertion des groupes vulnérables ;
 - L'amélioration des mécanismes nationaux de pilotage et de coordination de l'aide au développement en vue d'assurer le respect des principes, particulièrement ceux de l'appropriation et de l'alignement sur les priorités nationales, contenus dans la déclaration de Paris ;
 - Le soutien au développement de la coopération Sud-Sud à l'exemple de celle que la RDC entretient avec le pays comme la Chine, l'Inde et l'Afrique du sud.

4.4. Efficacité de la mesure

Il est question de présenter succinctement l'efficacité des mesures prises par le gouvernement congolais pour lutter contre la crise financière. Les appuis budgétaires de la banque mondiale et de la BAD d'ordre de 97,18 millions de dollars américains, accordés à la RDC ont permis d'assurer la continuité des services publics, notamment en payant les fonctionnaires de l'Etat et en particulier les enseignants du niveau primaire et secondaire pour éviter que ceux-ci partent en grève. Ces appuis budgétaires ont permis à l'Etat d'importer, Les biens de premières nécessités pour stopper la hausse ou la montée en flèche de ces biens, laquelle hausse aggraverait les impacts de la crise omniprésente en RDC qu'est la crise alimentaire et occasionnerait, sans nul doute, des vives tensions sociales. Le renforcement des réserves internationales de la Banque centrale du Congo (BCC) et la disponibilité de marchandises importées de première nécessité; la réalisation de certains repères clés pour l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative pour les pays très endettés (IPPTE); la réalisation en 2009 du plan d'urgence de sortie de crise de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), entreprise publique stratégique pour la reprise économique et la stabilité sociale; le paiement plus régulier en 2009 des salaires des enseignants du primaire et secondaire et le paiement plus régulier en 2009 des factures d'eau et d'électricité des entités publiques.

CONCLUSION

Les pays en voie de développement qui adoptent la voie de la libéralisation financière sont confrontés à une incompatibilité entre des monnaies convertibles indépendantes, une mobilité internationale complète des capitaux et la stabilité macroéconomique de leurs économies. Quelques observations à l'attention des pays qui souhaitent s'ouvrir aux capitaux extérieurs, sont nécessaires, tout en maintenant un haut degré d'autonomie monétaire, et d'autonomie fiscale. La crise financière d'abord circonscrite aux Etats-Unis, est devenue ensuite internationale avant de se muer en crise économique mondiale. Elle a été particulière dans le sens où elle ne résultait pas d'un problème de change, ni de l'éclatement d'une bulle boursière. La crise financière a plutôt été le résultat d'une mauvaise gestion des risques de crédit encouragée par un contrôle à minima de la qualité des sous-jacents massivement distribués au sein des systèmes bancaires dont les activités d'intermédiation sont étroitement reliées aux conditions des marchés boursiers. La gestion de cette crise a donné lieu à une redéfinition inédite du périmètre de contrôle et de gestion de la politique monétaire avec d'une part, la mise en œuvre de mesures non conventionnelles et d'autre part, l'intervention massive des autorités publiques dans le sauvetage des institutions financières.

La crise immobilière américaine s'est transformée en crise financière et bancaire, elle-même entraînant une crise économique mondiale avec des risques de récession aux Etats-Unis, en Europe et partout ailleurs. La crise de crédit s'étend en Europe, avec l'aggravation de la crise financière. Celle-ci entraîne un resserrement brutal du crédit bancaire, une chute de la confiance des acteurs économiques et une baisse de l'activité.

Au Congo Démocratique, la crise financière vient s'ajouter aux problèmes déjà générés par les prix élevés des produits pétroliers et alimentaires. La récession mondiale qui se profile affecte la demande des produits. Il s'ensuit une crise financière mondiale avec en filigrane un impact négatif sur l'aide publique au développement pour les pays africains en général et pour la RD Congo en particulier. Les conséquences politiques et sociales se sont rapidement matérialisées.

Au cours de l'analyse, nous avons émis les hypothèses selon lesquelles la crise financière internationale a entraîné la chute des recettes d'exportation la baisse de recettes budgétaires et l'augmentation du taux de chômage. Plusieurs entreprises œuvrant au Congo-RD auraient soit arrêté ou suspendu leurs activités. Pour lutter contre la crise financière internationale, le pouvoir public aurait pris un certain nombre de mesures notamment l'adoption d'un programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière internationale (PUAICF), pris au mois de Mars 2009 qui avait pour objectif de contribuer au maintien de la stabilité économique et de l'ordre social. A l'issue des analyses, l'étude révèle que la crise économique mondiale analysée a été déclenchée par l'excès d'endettement des ménages américains aux conséquences désastreuses pour la RDC. Quant au secteur primaire, la crise a imposé une lourde contrainte sur les pays fortement dépendants des ressources naturelles. La RDC faisant partie des pays rentiers miniers et forestiers n'a pas été épargnée par la crise puisque, ce sont des économies africaines forestières et minières qui ont subi le plus les effets de la forte chute des prix.

Dans le secteur agricole, les cours du café ont perdu plus de 20% de leur valeur entre février 2008 et février 2009. La diminution des recettes d'exportation a empêché le

gouvernement de financer l'importation des facteurs de production dont il avait besoin et donc d'amortir les effets négatifs de la crise sur l'économie. Cette situation d'incapacité a, certes, amplifié les effets de la crise alimentaire. S'agissant de l'exploitation forestière, la RDC a ressenti âprement les effets de la crise avec une forte chute des prix et de la demande. La production de bois a été affectée en partie par l'annulation de certaines commandes du bois faite par l'Europe et l'Asie. Concernant l'exploitation minière, le prix d'une tonne de cuivre est tombé à 2.811 dollars américains en décembre 2008 contre plus de 8.000 dollars américains au début 2008, par contre, le prix de cobalt est tombé à 16,5 dollars américains en décembre 2008 contre 38,1 dollars américains en juillet 2008. Concernant l'exploitation diamantifère, la production minière de Bakwanga (MIBA) dans le Kasai Oriental, a cessé de produire à la fin 2008. Pour ce qui est du pétrole, la production pétrolière a affiché un taux de croissance de -4,4%, réduisant considérablement les recettes pétrolières.

Dans le secteur secondaire, plusieurs projets d'investissement initiaux ou d'expansion dans les industries extractives ont été retardés, arrêtés ou redimensionnés. Concernant le secteur tertiaire, pour le commerce, Suite à la récession perceptible dès le troisième trimestre, les exportations en 2008 ont régressé d'environ 56,3% alors que les importations ont poursuivi une ascension. En 2009, les exportations ont subi une baisse massive de 42% et les importations de 22%. Le secteur bancaire la RDC, encore épargné en 2008, a senti, lui aussi, les effets de cette crise. La baisse des activités minières s'est répercutée sur les activités de banques. Sur le secteur de l'administration publique, une baisse de recettes budgétaires et fiscales a entraîné un accroissement des déficits publics réels.

En ce qui concerne la politique publique, le gouvernement de la RDC a mis œuvre un éventail des mesures destinées à atténuer les effets de la crise économique, notamment : le programme d'urgence d'atténuation des impacts de la crise financière (PUAICF) dont l'objectif est de contribuer au maintien de la stabilité économique et de l'ordre social ; les appuis budgétaires de la banque mondiale et de la banque africaine de développement, qui ont permis de financer certains biens de premières nécessité, d'assurer la paie des enseignants du niveau primaire et secondaire et de payer les factures de consommation d'eau et d'électricité de l'Etat ; la mise en place d'une équipe spéciale ou un comité chargé de prendre les pouls de l'économie et consulter le gouvernement sur la manière de réagir face à la crise. Au vu de ces résultats, nos hypothèses se sont fort bien confirmées.

BIBLIOGRAPHIE

ABEDI NYEMBO J. **Crise financière internationale de 2008, genèse et effet sur le marché de change en RDC**, mémoire, UNIKIS, 2010-2011, Kisangani) .

AMESILA LIKE A. **Analyse de l'instabilité monétaire en République Démocratique du Congo : cas de franc congolais face au dollar américain de 1998 à 2003, travail de fin de cycle**, UNIKIS, 2005-2006, Kisangani, p.62)

ARY TANIMOUNE, N. **Ottawa: Description et analyse de l'action des banques centrales dans le cadre de la crise financière internationale de 2007 Quels enseignements pour la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest?** Université d'Ottawa, Canada, 2007, p 19-20.

BAGEHOT, Walter. **Lombard Street: A Description of the Money Market**, London: 1873.

BAHATI, M. **Cours d'initiation à la méthodologie, cours inédits**, Kinshasa, 2001-2002.

BAYOUMI, TAMIM ET; MACDONALD, RONALD. **Déviations of Exchange Rates from Purchasing Power Parity: A Story Featuring Two Monetary Unions**, IMF Working Paper WP/98/69.)

Banque africaine de développement. **L'effet de la crise financière mondiale sur l'Afrique**, n°96, Mars, 2009, p9)

Banque Africaine de Développement. **L'effet de la Crise Financière Mondiale Sur l'Afrique**, 2010, p.9.

BENHAMMOU, M. **L'impact de la crise économique internationale sur le développement économique et social en Afrique**, Tanger, Novembre, 2009.

BENTOGLIO, G; GUIDONI G. Les banques centrales face à la crise. **Revue de l'OFCE**, n °110, 2009.

BERNANKE, B. The Great Moderation, **Remarks at the Meetings of the Eastern Economic Association**, Washington, DC, February 20, 2004.
(<https://www.federalreserve.gov/boarddocs/speeches/2004/20040220/>)

BENHAMMOU M. **L'impact de la crise économique internationale sur le développement économique et social en Afrique**, Tanger, Novembre, 2009.

BLOT C; CREEL J; RIFFLART, C; SCHWEISGUTH, D. Petit manuel de stratégies de sortie de crise. Comment rebondir pour éviter l'enlisement? **Revue de l'OFCE** 2009/3, N° 110, p.335- 381.

BOISSIEU, Chr. de et Lorenzi, J-H. Un nouveau Bretton-Woods. **Journal le Monde** du 08 Octobre 2008, Paris, 2008.

BOULAGER, G. **La recherche en Sciences sociales**, éd. Universel, Paris, 1975.

BOYER, R ; DEHOVE, M ; PLIHON, D. **Les crises financières**, La Documentation française. Paris, 2004.

Confédération suisse. **République Démocratique du Congo (RDC): Rapport économique annuel 2011**, Département fédéral des affaires étrangères DFAE, 2011.

Commission de l'union Africaine. **La crise financière mondiale : son impact sur l'Afrique, les mesures à prendre et la voie à suivre**, le Caire, 2-5 Juin 2009.

CARTANAPIS, A. La crise financière, ses causes, son déroulement, ses conséquences. Quelles leçons? **Journée d'étude de l'OFCE Paris**, 12 février 2009, p2-3.

CALVO, G. Argentina's Experience After the Mexican Crisis », in G. PERRY (Edition.) **Currency Boards and External Shocks: How Much Pain, How Much Gain?** Washington, The World Bank, 1997, p. 15-18)

COURCHENE, T. J. Towards a North American Common Currency: an Optimal Currency Area Analysis, **Sixth Bell Canada Papers Conférence**, 1998.

- DUGUA, P-Y. Le G20 prône la relance par tous les moyens, *in Journal Le Figaro économique* du 17 Novembre 2008, Paris, 2008.
- EYRAUD, L ; FORTIN, A ; RIVAUD, S. Les effets du ralentissement immobilier sur la consommation aux États-Unis, *Trésor-éco*, n° 25, novembre 2007.
- ESISO FATUMA, Les effets de la crise financière sur la croissance économique en RDC. De 2001 à 2010, *Mémoires*, UNIKIS, 2010-2011, Kisangani.
- ESISO ASIA AMANI, Méthodes de recherche en sciences sociales, cours ronéotypé, G2 sociologie et G2 SPA, *FSSAP*, UNIKIS, 2006-2007, p17
- Entretien avec M. Lionel ZINSOU Membre du Comité Exécutif de PAI Partner sous thème: **Les conséquences de la crise financière internationale en Afrique de l'ouest-**, propos recueillis par M. Laurent Bossard, Directeur adjoint du CSAO 15 octobre 2008, p 1).
- ETCHEBARNE-BOURDIN, A. **Impact de la crise financière mondiale sur l'Afrique subsaharienne**. Division des services multimédia, Édition française 2009, p 2-12
- Fond monétaire international. **Impact de la crise financière mondiale sur l'Afrique subsaharienne**, Division des services multimédias, 2009.
- GURTNER, Bruno. **La crise économique-financière et les pays en développement**. 2010. p. 3 (<https:journals.openedition.org>).
- HÖRDAHL, P; KING, M. R. Developments in Repo Markets During the Financial Turmoil, *BIS Quarterly*, December 2008.
- IMPACT DE LA CRISE SUR LES ÉCONOMIES AFRICAINES MAINTENIR LA CROISSANCE ET POURSUIVRE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ.
Perspectives et recommandations de l'Afrique au G20 Un rapport du Comité des Ministres des Finances Africains et des Gouverneurs des Banques Centrales établi pour le suivi de la crise, 21 mars 2009.
- IRES. Crise financière internationale: où en sommes-nous en RDC ? *in Lettre mensuelle*, FASEG, UNIKIN, lettre n°4, janvier 2010, p.9.
- IZE, A; YEYATI, E. Dollarization of Financial Intermediation: Causes and Policy Implications, *IMF Working Paper WP*, 28, 1998.
- JORION, P. **Vers la crise du capitalisme**, Ed. La Découverte, Paris, 2007.
- JORION, P. **L'implosion : La finance contre l'économie et crise des subprimes**. Ed. Fayard, Paris 2008.
- ROY, L. **L'Afrique sous la pression de la crise économique mondiale**, ONU-Afrique renouveau. Disponible sur www.un-org/Africarenewal. Consulté le 1 avril 2012 à 10h28.
- KERDOUDI, JOWARD. *Les pays en développement, les grandes victimes de la crise*, **le Potarien**, Août 2009.
- KINZUMBA, Charly Mayangi. **Les effets de la crise financière internationale sur le système bancaire congolais**, Université de Kinshasa. RDC-Economie monétaire 2009.p. 14.

MAMA, T. L'impact de la crise mondiale au Cameroun et la détection des signaux de crise au sein des Entreprises, **Séminaire organisé à Kribi les 21 et 22**, Avril 2009.

MAMA, T. La crise financière internationale et ses conséquences sur les économies africaines, **African Economic Research Consortium Senior Policy Seminar XI**, Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Yaoundé II, Cameroun 06-08 April 2009.

MANNAK, M. **Le chômage augmente puisque la crise mondiale touche l'industrie minière**, IPS, Lubumbashi, RDC. 2009.

OTEMIKONGO MANDEFU, J. **Cours d'initiation à la recherche scientifique**, UNIKIS, 2006, Kisangani, p.26.

RDC - République Démocratique du Congo, **Déclaration de la RDC 2009.à l'occasion de la conférence des nations-unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement**, New York, 26 juin 2009, p.9.

RDC - République Démocratique du Congo. **Déclaration**, New York, 2009.

RDC - République Démocratique du Congo. **Déclaration de la RDC à l'occasion de la conférence des nations-unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement**, New York, 26 juin 2009, p3).

TREMBLAY, R. Les facteurs déclencheurs des crises financières internationales. Montréal L'Actualité économique, **Revue d'analyse économique**, septembre 2000, p. 224-230.

TIMILALO, M. Les effets de la crise financière internationale de 2008 sur le marché des produits miniers, cas de l'or, de 2003 à 2010, **Mémoire**, UNIKIS, 2010-2011, Kisangani, p.9.

TREMBLAY, R. Les facteurs déclencheurs des crises financières internationales, L'actualité économique, **Revue d'analyse économique**, volume 76, numéro 3, septembre 2000, p 4-8.

TOUSSAINT, E. **La Bourse ou la vie**, Ed. Luc Pire, Bruxelles, 1999.

VELASCO, A; CABREZAS, P. **Alternative Responses to Capital Inflows: A Tale of to Contries in Miles Kahler edition, Capitalflows and Financial Crise**. Carnell University Press, 1996.

Recebido em 01/03/2022

Aprovado em 30/05/2022